

Monsieur le Secrétaire général,  
Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, pour l'organisation de cet événement.

La transformation en profondeur de nos économies, et la transition accélérée vers la neutralité climatique, doivent être notre boussole.

Le premier volume du 6<sup>ème</sup> rapport du GIEC, publié début août, confirme la responsabilité des activités humaines dans l'accélération des impacts dus au changement climatique.

Nous ne pouvons plus attendre. Ce rapport nous oblige, et appelle à une action résolue et rapide pour transformer nos activités si nous voulons atteindre les objectifs inscrits dans l'Accord de Paris, sans quoi les conséquences seront dramatiques. Elles commencent déjà à l'être en réalité.

Nous devons donc combiner les solutions. Celles que nous offrent aujourd'hui les énergies renouvelables, par exemple avec les systèmes autonomes, la production hors-réseau ou connectée au réseau électrique.

L'énergie solaire photovoltaïque est aujourd'hui moins chère que les nouvelles centrales à charbon, ou au gaz dans de nombreux pays du monde. Le charbon demeure « l'ennemi numéro 1 du climat », nous le savons, et nous devons ensemble faire tout pour éviter de nouvelles constructions de centrales, alors que des solutions alternatives réalistes sont désormais accessibles.

Tout cela peut se faire tout en visant un accès universel à l'énergie. Aujourd'hui, 790 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité. Or, le rapport sur la neutralité climatique en 2050, publié cette année par l'Agence Internationale de l'Energie, nous démontre qu'il est possible de viser un accès universel à l'énergie tout en respectant notre objectif de neutralité carbone.

L'accès à une énergie durable est donc une priorité de la politique française d'aide au développement.

En 2020, malgré la pandémie, nos engagements dans le secteur de l'énergie via l'Agence française de développement (AFD) ont atteint un montant de 1,5 milliard d'euros. L'année 2020 a été marquée par une augmentation des engagements spécifiquement dédiés à l'accès à l'électricité, avec près de 300 millions d'euros qui bénéficieront à environ 5,6 millions de personnes.

Mais si les financements publics sont indispensables, ils ne suffiront pas à eux seuls. Plus de 35 milliards de dollars de financements par an sont nécessaires dans le monde pour atteindre l'objectif de développement durable numéro 7. C'est pourquoi les financements, publics et privés, qui bénéficient aujourd'hui aux énergies fossiles doivent être rapidement redirigés vers l'énergie durable. Arrêtons de scier la branche, et investissons au contraire massivement dans les renouvelables.

Pour accélérer les investissements et renforcer les capacités des acteurs dans les pays qui en ont le plus besoin, la France appuie plusieurs initiatives internationales en faveur de l'accès universel à une énergie durable. Membre fondateur de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), la France a directement contribué au lancement de l'Alliance solaire internationale (ASI).

Et elle s'est engagée en 2016 à soutenir l'initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI) à hauteur de 3 milliards d'euros pour le développement de projets en Afrique. J'ai l'immense plaisir de confirmer aujourd'hui que nous sommes sur le point d'atteindre cet engagement.

Mais cette année sera cruciale pour nous mettre sur la bonne trajectoire. La COP26 de Glasgow sera déterminante et nous sommes pleinement engagés aux côtés de la présidence britannique dans la campagne d'action pour la transition énergétique. La France est notamment pleinement mobilisée dans la coalition « *Powering Past Coal Alliance* ».

Alors la réunion d'aujourd'hui est une étape importante. Elle doit permettre d'accélérer la mobilisation au plus haut niveau politique et de tous les acteurs pour une énergie durable. La communauté internationale doit s'engager à rehausser son ambition en faveur de la transition énergétique. La France est déterminée à atteindre ces objectifs et ne ménagera aucun effort pour y arriver avec l'ensemble de ses partenaires.

Je vous remercie.